

OMC : horizon trouble pour les négociations à Hong Kong

A deux semaines de la sixième conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong (13-18 décembre 2005), les délégations des Etats membres multiplient les rencontres à différents niveaux pour dénouer les négociations commerciales, l'agriculture continuant de focaliser les pourparlers.

En début de semaine, Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, a diffusé une nouvelle version du projet de texte ministériel devant servir de base aux discussions à Hong Kong. Concernant l'agriculture, le texte reprend en particulier les grands principes sur lesquels les Etats membres se sont accordés et reconnaît qu'il « reste beaucoup à faire pour établir les modalités et conclure les négociations » :

- accès aux marchés : quatre fourchettes de classification des droits de douane avec des réductions plus fortes dans les fourchettes les plus élevées ;
- soutien interne : trois fourchettes de classification des soutiens avec des réductions plus fortes dans les fourchettes les plus élevées ;
- subventions à l'exportation : « élimination parallèle de toutes les formes de subventions à l'exportation [...] pour une date butoir crédible ».

Mercredi 30 novembre, le Groupe des 90¹ s'est réuni à Bruxelles, en présence des représentants de l'Union européenne, du Brésil, de l'Inde et du Japon, pour appeler à faire de la ministérielle de Hong Kong un succès pour les économies fragiles de la planète. Dans le débat sur l'ouverture des marchés des produits agricoles, le G90 a une nouvelle fois soulevé la question de l'érosion des préférences commerciales dont bénéficient la plupart des membres du groupe, préférences qui seraient particulièrement fragilisées par la baisse des droits de douane. Peter Mandelson, le commissaire européen au commerce, cherchant à renforcer la position de l'Union européenne dans la négociation – position fragilisée par les offensives répétées des pays émergents du G20 et des Etats-Unis sur le dossier agricole – a condamné les demandes des Etats-Unis et du G20 de réduction des droits de douane qui « détruiraient totalement les préférences dont les pays du G90 bénéficient et balayeraient des secteurs entiers de leurs économies ». Il a également rappelé que l'Union européenne ne ferait pas de nouvelle offre sur l'agriculture et attend des propositions concrètes des « autres » sur les différents sujets des négociations.

Les samedi 03 et dimanche 04 décembre, deux réunions importantes se sont de nouveau penchées sur le sort des négociations à l'OMC. A Londres, d'une part, où les ministres des Finances du G7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) ont rencontré leurs homologues indien, brésilien et chinois. A Genève, d'autre part, où se sont retrouvés les négociateurs des Etats-Unis, de l'Union européenne, de l'Inde, du Brésil et du Japon. Au delà d'effets d'annonces (le Brésil et l'Inde s'étant engagés à réduire les droits de douane sur les biens et les services en contrepartie de nouvelles propositions des Etats-Unis et de l'Union européenne sur l'agriculture), « il n'y a rien eu de terriblement nouveau » de l'aveu même des participants.

Banane : la guerre continue

Nouvelle étape dans le long conflit opposant l'Union européenne et les pays latino-américains exportateurs de banane : mardi 29 novembre, l'Union européenne a proposé un droit de douane de 176 euros/tonne applicable à partir du 1^{er} janvier 2006 aux bananes en provenance d'Amérique Latine. Aussitôt, les principaux exportateurs latino-américains (Equateur, Costa Rica, Honduras, Panama) ont multiplié les déclarations jugeant ce droit trop élevé. Le lendemain, le Honduras et Panama ont interpellé l'OMC.

Sommet Afrique-France de Bamako

Samedi 04 décembre, en clôture du 23^{ème} sommet Afrique-France, à Bamako, dédié à la Jeunesse, les participants ont pris une série d'engagements régulièrement portés ces dernières années par le président français Jacques Chirac : donner la priorité au développement dans le cadre du cycle de Doha à l'OMC, construire un système de taxation des billets d'avion pour financer le développement et favoriser de nouveaux aménagements sur la dette. Concernant le dossier du coton, dont le Mali est l'un des principaux producteurs africains, Jacques Chirac a demandé aux Etats-Unis de « supprimer les subventions à leurs producteurs de coton ».

En parallèle à ce sommet, des représentants de la société civile africaine et d'autres continents ont tenu un sommet alternatif pour « apporter de vrais remèdes » aux maux de l'Afrique.

¹ Le G90, créé lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, en septembre 2003, est composé des pays Afrique Caraïbe Pacifique (ACP), des Pays les Moins Avancés (PMA) et de l'Union Africain (UA).